De l'usage réactionnaire de la notion d' « islamophobie » par certains sociologues de gauche et… Amnesty International (2015)

Cet article évite d'utiliser le mot «islamophobie» et préfère employer des expressions comme «la paranoïa antimusulmane»», le racisme «anti-arabes», «anti-Africains» ou le «racisme antimusulmans» puisque Sacha Ismail en a proposé une définition pertinente[1].

Dans d'autres textes[2], j'ai déjà formulé certaines critiques vis-à-vis du terme «islamophobie» : d'une part, ce phénomène n'est pas une simple phobie (une peur), mais plutôt une paranoïa qui pose un problème beaucoup plus grave qu'une simple peur ; d'autre part, ce concept est manipulé par les islamistes et les 57 États de l'Organisation pour la Conférence islamique afin d'empêcher toute critique de l'islam politique mais aussi de la religion musulmane.

Cette annexe se limitera à souligner deux conséquences dangereuses du terme «islamophobie» dans la littérature dite savante (sociologique pour l'essentiel) et aussi par ricochet dans la propagande d'extrême gauche ou libertaire. La première concerne le refus de critiquer les religions et la seconde les dangers de la comparaison avec l'antisémitisme ou plutôt la sous-estimation de celui-ci.

I. **Le terme d'islamophobie est utilisé par certains militants et spécialistes des sciences sociales qui refusent (implicitement le plus souvent, explicitement parfois) de critiquer la religion:** par exemple, Clive D. Field[3] considère le refus d'accepter l'établissements de tribunaux de la charia en Grande-Bretagne comme un préjugé «islamophobe»!

Olivier Esteves, lui, va beaucoup plus loin[4]. Dès la première ligne de son introduction (De *l'invisibilité à l'islamophobie. Les musulmans britanniques 1945-2010,* Presses de Sciences Po, 2011, p. 21), il place en exergue une sourate banale du Coran sur la bienveillance d'Allah envers ceux qui ont subi l'épreuve de l'émigration, comme si ce texte religieux pouvait avoir la moindre pertinence pour analyser de façon scientifique la situation des «musulmans britanniques» au XX^{e} et XXI^{e} siècles ! Il s'auto-congratule en nous expliquant qu'on l'a méchamment accusé d'être un «islamogauchiste», mais qu'il se rassure : il n'est ni gauchiste, ni «islamo»-quelque-chose : il fait seulement partie de cette gauche théophile[5], ou théocompatible très complaisante envers les religions – notamment l'islam – et qui refuse de défendre une séparation stricte entre les Églises et l'État au nom de la «liberté d'expression» des croyants dans l'espace public.

Deux poids deux mesures

Apparemment la ségrégation des sexes ne dérange pas Olivier Esteves, il ne s'interroge pas sur la «*multiplication du nombre de mosquées souvent réservées aux hommes» (op. cit.,* p. 93) ; il n'a rien à dire sur le fait qu'il est impossible «*pour beaucoup de familles, d'avoir un enfant qui se*

---

[1] «Qu'est-ce que le racisme antimusulmans. ? », https://npnf.eu/spip.php?article1138 .

[2] Cf. «Islamophobie. Mythes et réalités. A propos des arguments d'un obscurantiste "radical"», https://npnf.eu/spip.php?article185 ; entrée « Islamophobie » in *Inventaire de la confusion* (2011), pp. 93-95, https://npnf.eu/spip.php?article306 .

[3] «Revisiting Islamophobia in contemporary Britain, 2007-2010», in *Islamophobia in Western Europe and North America,* Marc Helbling (dir.), Routledge, 2011.

[4] Malgré toutes les critiques formulées dans les lignes qui suivent, son livre est un ouvrage indispensable pour comprendre la situation des musulmans en Grande-Bretagne.

[5] «Les dix commandements de la gauche théocompatible » (2008), https://npnf.eu/spip.php?article1127

marie avec un musulman d'une autre obédience, car cela est considéré comme une forme d'apostasie» (op. cit., p. 97); il souhaite que les musulmans se démènent pour *«construire des passerelles avec la majorité non musulmane»,* non pas pour lutter contre la domination et l'exploitation capitalistes mais pour que les «non-musulmans» s'initient *«aux rituels principaux, aux ablutions et aux prières» !*

Divisant l'humanité en deux catégories (les «musulmans» et les «non musulmans»), tout comme les chrétiens ou les hindouistes divisent l'humanité entre croyants et incroyants (ou mécréants), ce sociologue «oublie» qu'il existe dans le monde des dizaines, si ce n'est des centaines, de millions d'athées et d'agnostiques qui ne rentrent pas dans ces catégories théologiques, catégories qui n'ont rien à voir avec une démarche scientifique.

Mais ce n'est pas tout : il trouve positif de *«relier madrasas et établissements scolaires»* pour *«montrer que madrasa ne veut rien dire d'autre qu'école coranique »* ! Bien sûr, il souligne avec approbation le fait que «*différentes universités ont signé des conventions avec des mosquées» ;* il nous explique que *«de nombreux musulmans sont pleinement conscients de tout ce qui les unit aux chrétiens»* (l'épuration antichrétienne en cours au Proche-Orient et au Moyen-Orient confirme cette brillante analyse !) car *«l'islam est né plusieurs siècles après le christianisme dont il s'inspire»* (O. Esteves «oublie» de mentionner que, selon Mahomet, les chrétiens ont «trahi» les enseignements de Jésus Christ, tout comme les juifs ont «trahi» les enseignements des prophètes... sinon l'islam n'aurait pas de raison d'exister!); et prône le *«respect mutuel de la diversité multiculturelle, ainsi que le commande le Coran»* ! J'ignorais que le statut inférieur des *dhimmi* en Islam annonçait le «multiculturalisme» moderne... Voilà une stupéfiante révélation !

O. Esteves considère que *«la liberté de provoquer ou d'insulter l'islam est grande – même si elle peut être risquée»* – on admirera l'euphémisme à moins qu'il s'agisse d'un trait d'humour noir. John Cleese, ex-membre des « Monty Python», a une formulation plus drôle : *«Lorsque des gens promettent de vous tuer si vous faites des blagues à leur propos, vous aurez tendance à réfréner votre envie de rire à leurs dépens, vous ne croyez pas ?»* Dommage que Cleese ne soit pas sociologue, au moins on rigolerait franchement en lisant ces livres sur «l'islamophobie» !

Après ces propos lénifiants sur l'islam, O. Esteves rappelle hypocritement que «*l'islamophobie ne doit pas empêcher la critique d'une ou des religions en général»,* mais il se garde bien d'adresser une seule critique à l'islam, comme nous l'avons vu avec les citations précédentes et comme on pourra le constater en lisant l'ensemble de son livre.

De plus, ce prétendu partisan de la critique des religions tient absolument à **minimiser** l'existence de tribunaux islamiques en Angleterre. Son argumentaire pernicieux se déroule de la façon suivante:

– tout d'abord il explique que, puisqu'il existe des tribunaux juifs en Grande-Bretagne, il trouve normal que les musulmans aient eux aussi leurs tribunaux religieux (il ne lui vient pas à l'idée que l'on pourrait supprimer TOUS les tribunaux religieux, y compris le «séculaire Beth Din») ;

– ensuite il cite un certain nombre de témoignages positifs de musulmanes qui ont réussi à divorcer d'abord religieusement, puis civilement (instances qui, selon lui, «*reposent entièrement sur la volonté également partagée de deux ou plusieurs parties de voir régler certains différends par une instance religieuse, notamment en matière de divorce, de problèmes liés à la propriété de biens immobiliers, etc.», op. cit.,* p. 254).

Certes, il reconnaît, timidement, que d'autres femmes n'ont pas réussi à faire reconnaître leurs droits: «*il serait abusif de considérer ces instances comme de véritables structures d'aide aux femmes musulmanes »* ; il ajoute même, audace suprême : «*il arrive que la culture patriarcale*

domine», mais notre sociologue théophile se rassure aussitôt à bon compte *(«ils ne sont pas parfaits, pas plus que les tribunaux civils britanniques*»), et aussi parce que le fonctionnement de ces tribunaux n'a pas été encore étudié par les spécialistes (conséquence : en attendant les découvertes mirifiques spécialistes des sciences sociales, les femmes musulmanes n'ont qu'à la fermer et subir la charia).

On verra, dans la partie suivante, que, à propos des *Versets sataniques,* Olivier Esteves continue son plaidoyer en faveur des interprétations les plus réactionnaires de l'islam.

La «*blessure interculturelle*» des *Versets sataniques.*

Donnons la parole à un autre sociologue théocompatible : «Lors des *manifestations publiques autour de l'affaire Rushdie, on s 'est très peu intéressé à la façon dont les musulmans ont perçu ce livre, dont ils ont été offensés et blessés*[6]*»,* écrit S. Vertovec, comme si la fatwa de Khomeiny contre Rushdie avait été une décision anecdotique...

Olivier Esteves, lui, non seulement s'est «intéressé» aux sentiments des musulmans, mais il **s'épanche** longuement sur le sujet : en effet, selon lui, de nombreux musulmans *«ont vécu la publication du roman de Rushdie et sa non-interdiction comme une insulte» (op. cit.,* p. 138). Sans prôner ouvertement l'interdiction de l'ouvrage de Rushdie (neutralité «scientifique» oblige ?), O. Esteves avance plusieurs arguments en sa faveur :

1) *«la possibilité d'une interdiction de l'œuvre n'était pas un souhait forcément irréalisable car, à une dizaine de reprises déjà, le législateur ou différents diffuseurs, d'œuvres artistiques avaient retiré films, documentaires, écrit jugés offensants par tout ou partie d'une communauté religieuse. L'exemple le plus célèbre était aussi le plus récent ; la BBC avait refusé de programmer* La Dernière Tentation du Christ *de Martin Scorsese en 1988 et plusieurs cinémas avaient retiré le film de leur programmation» (op. cit.,* p. 141). Donc si l'on a bien compris les recommandations de notre sociologue, les chaînes de télévision françaises devraient suivre l'exemple de la BBC et déprogrammer tous les films qui choquent les catholiques, les protestants... ou les musulmans !

2) Sous prétexte de présenter *«deux visions incompatibles de la liberté»,* il montre sa préférence pour celle qui «*cesse là où commence le sacré»,* puisqu'il rappelle plusieurs fois qu'il existait à l'époque des *Versets sataniques* une loi contre le blasphème anti-chrétiens (il soutient donc en loucedé l'extension de la loi sur le blasphème et non sa suppression);

3) Il compare les *Versets sataniques* à une œuvre faisant l'apologie de Hitler (?) ou *«tenant des propos ouvertement antisémites»* (?), et n'oublie pas, bien sûr, de citer le «courageux» Chomsky défendant le fasciste Faurisson (Esteves a oublié de mentionner le négationniste et national-socialiste Vincent Reynouard, dont la «liberté d'expression» est elle aussi défendue par Chomsky), pour mieux accabler les défenseurs de Rushdie qui, eux, n'auraient pris aucun risque !

4) Il excuse l'autodafé des *Versets sataniques* par le *«silence médiatique presque complet autour des multiples – et parfois massives – manifestations de colère organisées jusqu'alors» (op. cit.,* p. 143);

5) Il explique que la *«majorité des musulmans»* s'opposaient à la fatwa de Khomeiny mais n'en apporte aucune preuve concluante (à part un sondage local, il ne nous cite aucune déclaration des associations musulmanes qui mobilisèrent contre Salman Rushdie) dans les vingt-deux pages de son chapitre consacré à cette «*blessure interculturelle»...*

---

[6] Steven Vertovec, «Muslims, the State and the public sphere in Britain», in *Muslim communities in the new Europe,* Gerd Nonneman, Tim Niblock et Bogdan Szajkowksi (dir.), Ithaca Press, 1997.

La surenchère pro-obscurantiste des sociologues

Non seulement certains sociologues partisans de la thèse de l'islamophobie présentent de façon biaisée, voire sous un jour favorable comme nous l'avons vu, les comportements et les initiatives réactionnaires d'une petite minorité de musulmans dans l'espace public, mais en plus ils vont jusqu'à devancer les revendications des plus rétrogrades d'entre eux.

C'est ainsi que le sociologue Ahe Sander écrit: *«Les Suédois doivent se rendre compte que la Suède va accueillir un nombre croissant d'individus et de groupes que l'on ne pourra pas fondre dans le creuset suédois, et dont les musulmans et les groupes islamiques offrent d'excellents exemples ; toute tentative de les assimiler par la force, de les couler dans le moule traditionnel suédois sera contre-productif car cela ne fera que les pousser à s'agréger plus fortement autour de leur religion et de leur ethnicité, ce qui – du point de vue des artisans de la forge nationale suédoise – aggravera encore le problème*[7]*.»*

L'auteur reproche à juste titre l'intégration forcée que son État impose aux migrants, mais en même temps il ne comprend pas que «l'islam» n'est pas un bloc monolithique et qu'il est divisé en de nombreuses écoles de pensée. Il devrait pourtant savoir que les théologiens, notamment sunnites, n'ont jusqu'ici pas encore défini de façon précise le statut des minorités musulmanes en Europe, comme le reconnaît le cheikh Badawi, fondateur du Muslim College[8]. Face à un flou certain, plutôt bienvenu d'un point de vue athée, **ce n'est pas aux sociologues dits «non musulmans» de rajouter encore une couche d'obscurantisme au nom de la «tolérance».** Dans son article, Ahe Sander prend la peine de nous décrire en détail les opinions les plus réactionnaires, anti-laïques, des musulmans qu'il a rencontrés en Suède comme si ces opinions pouvaient représenter celles de tous les «musulmans» vivant dans son pays!

Selon lui, on devrait laisser les «dirigeants» les plus conservateurs des communautés musulmanes entretenir leurs propres «traditions collectives», comme si ces «traditions» ne menaçaient pas les libertés individuelles des citoyens musulmans qui vivent en Suède ! Et c'est ce qu'il appelle un *«juste équilibre entre l'équité et la liberté».*

Face à des «communautés» imaginaires dont les représentants autoproclamés veulent imposer une loi «traditionnelle» à leur groupe culturel et/ou religieux, nous ne pouvons détourner pudiquement les yeux et oublier la nécessité de défendre les droits démocratiques pour tous les travailleurs... y compris pour les musulmans.

Amnesty au secours de l'AKP contre les femmes turques

On peut observer les mêmes contradictions dans un rapport d'Amnesty International[9] d'avril 2012: *«Les États doivent prendre des mesures pour protéger les femmes contre toute pression ou contrainte exercée par un tiers en vue de les forcer à s'habiller de telle ou telle manière ; pour autant que les normes sociales ou religieuses qui prescrivent des codes vestimentaires reflètent une discrimination envers les femmes, il en découle en outre pour l'État une obligation positive de prendre des mesures afin d'empêcher une telle discrimination.»*

Il est difficile de comprendre qui, selon Amnesty, pourrait décider si le port d'un hijab ou même d'une burqa est vraiment «discriminatoire»... ou si cela relève d'un choix personnel non imposé par «un tiers» – surtout quand on sait que les musulmans ne sont pas d'accord entre eux sur ces

---

[7] «The status of Muslim communities in Sweden, in *Muslim communities..., op. cit.*

[8] Information rapportée par O. Esteves, *De l'invisibilité à l'islamophobie..., op. cit., p.* 89.

[9] *Choix et préjugés. La discrimination à l'égard des musulmans en Europe, op. cit.*, p. 16.

questions pseudo-«vestimentaires» (en réalité politiques). Mais lorsqu'on lit la partie de son rapport consacrée à la Turquie, on découvre que **cette organisation dénonce de façon virulente la laïcité stricte** (à condition d'oublier que les imams ont toujours été payés par l'État turc et que le contenu de leurs prêches a toujours été soigneusement surveillé) qui régnait dans le pays depuis les années 1920 jusqu'à ce que l'AKP prenne le pouvoir en 2002, et réussisse à commencer à changer les lois, ce qui a permis la diffusion massive du port du hijab en Turquie.

Mais continuons notre lecture édifiante: *«Cela implique que les restrictions imposées par l'État peuvent être nécessaires dans des circonstances particulières pour protéger les femmes contre des pressions et des contraintes, y compris la violence ou les menaces de violence, par leurs familles ou des communautés, pour les forcer à porter certains signes et de vêtements religieux et culturels.»*

Une fois de plus, à partir de quels critères mesurer et décider si une «communauté» impose des «pressions et des contraintes» à ses membres afin qu'ils se comportent ou s'habillent d'une certaine façon, et qui peut juger si ces attitudes sont discriminatoires ? C'est évidemment le rôle d'une direction communautaire efficace que d'exercer de fortes pressions sur ses membres ! On ne peut lui reprocher gentiment d'embrigader ses membres et de diffuser une idéologie réactionnaire – c'est sa fonction même ! Une telle critique émise de l'extérieur de cette communauté sera toujours jugée «raciste» par ses chefs... Il faut donc faire un choix et prendre ce risque ou alors... se taire.

«Toutefois, l'imposition d'une interdiction totale des vêtements et signes religieux et culturels pour faire échec à la discrimination au sein d'une communauté est une mesure discriminatoire en soi, qui vient valider et renforcer l'idée selon laquelle la discrimination peut être légitime. En outre, une telle interdiction bafoue le droit à la liberté d'expression des femmes qui font le choix de porter des vêtements et des signes religieux et culturels.»

En d'autres termes, au terme de nombreuses circonvolutions, Amnesty nous apprend qu'elle jette ses beaux principes à la poubelle ; elle refuse de critiquer les «*vêtements et signes religieux et culturels»,* les «*normes sociales et religieuses»* imposées par les porte-paroles autoproclamés de certaines «communautés», au nom de la... «liberté d'expression» de leurs membres ! De fait, très concrètement, cela revient à soutenir les positions réactionnaires de l'AKP contre les femmes en Turquie mais aussi celles d'autres groupes en Europe qui voudraient «voiler» toutes les femmes musulmanes s'ils ne réussissent pas à les obliger à porter le niqab, le djelbab, ou la burqa.

Amnesty a raison de critiquer les États et leurs politiques discriminatoires: dans les pays (en dehors de la Turquie et de la Tunisie où ces décisions ont été prises par des pouvoirs musulmans) où elle a été mise en œuvre, l'interdiction du port du hijab a servi à expulser les jeunes filles de l'enseignement public. Cette mesure n'a eu que des résultats négatifs en France : elle a poussé ces élèves à abandonner leurs études, à s'inscrire dans un établissement confessionnel, ou à suivre un enseignement à distance et donc à rester isolées à la maison où elles sont encore plus susceptibles d'être endoctrinées, ou de s'auto-endoctriner toutes seules dans leur coin. Elle a donc renforcé l'influence des écoles privées et des écoles (chrétiennes ou musulmanes) religieuses.

Mais une fois ces critiques formulées on ne peut, comme Amnesty International le fait, aller jusqu'à soutenir les positions des bigots musulmans les plus réactionnaires en Turquie, y compris contre les positions des musulmans turcs les plus laïques et progressistes le tout au nom de la «liberté d'expression» [10] ! Ou alors, c'est que Amnesty International pense que ce droit doit être strictement encadré par les décisions des Églises et courants religieux.

IL **Le concept d'islamophobie est parfois utilisé pour freiner la lutte nécessaire contre**

[10] Pour plus de détails lire *Choix et préjugés...,* p. 47-48.

l'antisémitisme, ce dernier étant présenté, par la plupart des extrémistes, comme une arme «sioniste» pour empêcher toute critique des crimes de guerre israéliens (voir par exemple l'opposition soulevée à gauche par la «définition de travail de l'antisémitisme» élaborée par une commission de l'UE qui proposait de souligner les limites de l'antisionisme).

L'adoption de ce concept amène aussi des universitaires plus modérés à utiliser des arguments très douteux.

C'est ainsi que Olivier Esteves se réfugie derrière une citation de Maxime Rodinson (qui perçoit une *«hypersensibilité aux critiques, aux attaques, et des fantasmes interprétatifs*» chez les juifs) pour dénoncer le *«fonds de commerce*» que serait «*l'exploitation victimaire, un fait noté une fois encore par Maxime Rodinson dans le cas des juifs».* Ces lignes sur l'«hypersensibilité» juive sonnent bien creux après toutes les manifestations contre les *Versets sataniques* et *Charlie Hebdo* dans le monde et l'assassinat des membres de l'équipe du journal français «bête et méchant»...

Mais hélas, Olivier Esteves n'est pas le seul spécialiste de l'islamophobie à nous raconter des sornettes sur les Juifs. Son collègue, Adam Sutcliffe écrit que les Juifs sont *«relativement riches», «visibles de façon disproportionnée dans la politique, les professions libérales et les industries culturelles*[11]*»* et que *«la diversité de leurs opinions se fait clairement entendre dans les médias».* Cet éminent professeur au King's College de Londres pourrait écrire exactement les mêmes banalités sur le «lobby gay parisien» ; en effet, l'extrême droite dénonce les «homosexuels» trop «visibles» qui vivent dans le quartier chic du Marais, sont bien introduits dans les milieux du show-business et font partie des mêmes réseaux d'influence que Bertrand Delanoë, ancien maire socialiste de Paris, ou Jack Lang, ancien ministre de la Culture, ce qui fait que le point de vue des gays (selon cette logique simpliste) se fait, lui aussi, *«clairement entendre dans les médias».* Il aurait pu aussi utiliser le même genre de clichés sur l'influence «disproportionnée» des francs-maçons dans la société.

Pour ce qui concerne les Juifs, Adam Sutcliffe utilise des clichés d'autant plus grossiers que, dans l'une des rares études disponibles sur la composition sociodémographique des Juifs français *(La population juive de France: Démographie socio-et identité* de Doris Bensimon et Sergio Della Pergola, Éditions du CNRS, 1986) on apprend que les Français juifs ne sont pas tous *«relativement riches».* 21,4% appartiennent aux «gestionnaires de l'industrie et du commerce» (ce ne sont pas des patrons de grandes entreprises mais surtout des petits artisans et des petits commerçants); 32% sont ouvriers et employés ; 18,4% sont des cadres moyens et 25,3% des cadres supérieurs et des professions libérales. Et je suis sûr que la même analyse de classe complexe pourrait être effectuée sur les Juifs en Grande- Bretagne ou ailleurs en Europe, si les intellectuels de gauche n'étaient pas aussi paresseux...

Yves Coleman, *Ni patrie ni frontières*, n° 48-49, avril 2015

[11] Contribution publiée dans Matti Bunzl, *Anti-Semitism and Islamophobia, hatreds old and new in Europe*, Prickly Paradigm Press, Chicago, 2007.